

## La démocratie française en souffrance



### Bruno Cautrès

Chercheur CNRS au Cevipof et enseignant à Sciences Po

[bruno.cautres@sciencespo.fr](mailto:bruno.cautres@sciencespo.fr)

*This research note analyses the results of wave 17 of the CEVIPOF Political Trust Barometer, highlighting a deep crisis of confidence in French democracy. Levels of distrust toward political institutions have reached their highest point since the survey began in 2009. Feelings of mistrust, fatigue, and gloom dominate public opinion and are significantly stronger in France than in comparable European countries (Germany, UK, Italy and Romania). This pessimism is linked not only to political dissatisfaction but also to broader social malaise and mental health concerns. The study shows a growing perception that political leaders are disconnected from citizens' concerns. This situation reflects a crisis of political responsiveness, meaning the perceived inability of institutions to respond to citizens' preferences. Despite this distrust, most citizens remain attached to democracy and strongly support reforms such as referendums and greater citizen participation. Overall, the findings suggest a tension between enduring democratic ideals and a widespread perception that the political system no longer adequately represents society.*

« **L'** inquiétude entretenue par le contexte international et la confusion liée à la situation politique interne se traduit par une impressionnante augmentation de tous les indicateurs de défiance politique. Le niveau d'inquiétude du pays face à la situation politique née de la dissolution de l'Assemblée nationale est très élevé, rejoignant celui qui était enregistré lors de la vague 10 du Baromètre réalisée en pleines crises des Gilets jaunes (décembre 2018). Rarement la vie politique française n'aura été perçue aussi négativement ».

Telle était l'une des principales conclusions que nous avons tirées en 2025 de la vague 16 du Baromètre de la confiance politique<sup>1</sup>. Un an après, ce constat reste plus que jamais d'actualité. Non seulement ces tendances de l'opinion se sont confirmées mais elles se sont amplifiées et aggravées. Sur de nombreux indicateurs, la dix-septième vague du Baromètre de la confiance politique montre un niveau de défiance politique jamais atteint au cours de toute la série de notre enquête : jamais, depuis 2009, la perte de confiance dans la politique n'a été si prononcée. Avec Luc Rouban et Damien Bol, nous nous sommes même demandé si la descente dans la défiance n'avait pas « atteint un niveau proche du point de non-retour »<sup>2</sup>.

[1] CAUTRÈS (Bruno) « Vers une « défiance politique totale » ? », Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 16, mars 2025, 8 p.  
[https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/NoteBaroV16\\_BC\\_defiancepolitotale\\_mars2025\\_VF.pdf?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/NoteBaroV16_BC_defiancepolitotale_mars2025_VF.pdf?utm_source=chatgpt.com)

[2] [https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/02/09/la-defiance-envers-les-politiques-approche-un-point-de-non-retour-selon-le-barometre-cevipof\\_6666046\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/02/09/la-defiance-envers-les-politiques-approche-un-point-de-non-retour-selon-le-barometre-cevipof_6666046_823448.html)

## **Sentiment de mal-être et tropisme de pessimisme social en France**

Méfiance, lassitude, morosité : ce sont à nouveau les trois sentiments qui dominent et confirment de manière impressionnante les tendances pessimistes de l'opinion publique française depuis 2009. Le sentiment de « méfiance » qui avait atteint des sommets inédits l'an passé (avec 45 % des répondants exprimant ce ressenti) se stabilise au même niveau. Parallèlement, la « lassitude » (45 %, + 5 points) et la « morosité » (30 % comme l'an dernier) retrouvent et même dépassent les niveaux les plus élevés observés au début de l'année 2021, en pleine crise sanitaire du Covid. Cette dynamique, loin de se limiter à un phénomène isolé, traduit une détérioration de l'état d'esprit des Français.

Si nos voisins européens expriment également des sentiments de « méfiance », de « lassitude » ou de « morosité », seuls un ou deux de ces trois sentiments sont choisis parmi les trois que nous leur demandions d'exprimer. En Allemagne et au Royaume-Uni, le premier trait de l'état d'esprit est la « sérénité » (31 % et 45 % respectivement). En Roumanie, la « confiance » arrive en seconde position (24 %) et en Italie, la « sérénité » en troisième position (27 %). Alors que 45 % des Français choisissent la « méfiance » comme premier trait de leur état d'esprit actuel, ce n'est le cas que de 32 % des Roumains, de 29 % des Italiens, de 24 % des Allemands et de 13 % des Britanniques. De même, alors que 30 % des Français déclarent leur « morosité », c'est le cas de seulement 17 % des Allemands et des Italiens, de 14 % des Britanniques et de 9 % des Roumains.

Ce tropisme pessimiste et morose s'exprime de manières plus préoccupantes encore : 42 % des personnes interrogées en France déclarent qu'au cours des 12 derniers mois (58 % parmi les 18-24 ans), il leur est arrivé de vivre une période d'au moins deux semaines consécutives pendant laquelle elles se sont senties tristes, déprimées, sans espoir. Ces chiffres reflètent des caractéristiques de la santé mentale du pays documentées par Florian Porta Bonete et Aurélien Vautard dans un ouvrage de référence<sup>3</sup>. L'un des deux auteurs, récemment auditionné par une commission parlementaire, déclare d'ailleurs que « du côté de la demande, on observe une augmentation assez nette du ressenti de certains symptômes d'ordre psychiatrique : morosité, anxiété, troubles du sommeil ou, plus inquiétant, idées suicidaires. Depuis 2020, l'activité du service d'urgences psychiatriques de Bordeaux a augmenté de 25 % ». Par ailleurs, les données harmonisées par Eurostat, montrent aussi que les pourcentages de dépressions chroniques, de symptômes dépressifs, de symptômes dépressifs graves, sont plus faibles en Allemagne, Italie et Roumanie qu'en France<sup>4</sup>.

---

[3] Florian Porta Bonete, Aurélien Vautard (dir.), *La santé mentale en France. Faire de la psychiatrie une grande cause nationale*. Paris, LEH Édition, 2024.

[4] Il s'agit des données de la vague 3 de l'enquête European Health Interview Survey (EHIS), réalisée entre 2019 et 2020. Ces données ne sont pas disponibles pour le Royaume-Uni.

Voir : [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/hlth\\_ehis\\_mhli\\$defaultview/default/table?lang=en](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/hlth_ehis_mhli$defaultview/default/table?lang=en)

Ces données se répercutent sur les niveaux de confiance sociale. Notre enquête dispose d'un indicateur classique de confiance sociale, le pourcentage de personnes déclarant que l'on n'est « jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » ou que l'on « peut faire confiance à la plupart des gens ». Nous mesurons cet indicateur de confiance sociale depuis le début du Baromètre de confiance en 2009 : 71 % des personnes interrogées en France cette année considèrent que l'on n'est « jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », soit le niveau le plus élevé observé depuis dix-sept ans. Dans les quatre autres pays, ce pourcentage est plus bas, voire nettement plus bas : 67 % en Roumanie, 65 % en Italie, 54 % en Allemagne et 53 % au Royaume-Uni. Les données du Baromètre de la confiance confirment celles de l'*European Social Survey* qui mesure le même indicateur mais sur une échelle de réponses de 0 (on n'est jamais assez prudent) à 10 (on peut faire confiance aux autres) : en Italie, en Allemagne et surtout au Royaume-Uni, les opinions publiques sont en moyenne plus confiantes qu'en France<sup>5</sup>.

## Une démocratie en souffrance

Ce qui caractérise les données françaises de notre enquête est l'intrication d'un mal-être psychologique (que les données présentées ci-dessus documentent clairement) et d'un mal-être démocratique.

À la question du fonctionnement de la démocratie, seuls 23 % des Français estiment que celle-ci fonctionne « très bien » ou « assez bien ». Ce chiffre place la France nettement derrière l'Allemagne (42 %), l'Italie (35 %), le Royaume-Uni (31 %) et même la Roumanie (28 %). Symétriquement, 76 % des Français jugent que la démocratie ne fonctionne « pas très bien » ou « pas bien du tout ». Pour la France, il s'agit du résultat le plus négatif jamais enregistré dans une enquête d'opinion pour cet indicateur. Ce résultat est central car il ne s'agit pas seulement d'une critique circonstancielle de l'action gouvernementale ou d'une simple réaction à la situation politique du pays depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024. Il révèle un jugement global et bien ancré sur système démocratique lui-même. La France apparaît comme le pays où la défiance vis-à-vis du fonctionnement démocratique est la plus fortement cristallisée. L'écart avec l'Allemagne atteint près de vingt points, et demeure significatif même avec des pays pourtant confrontés à des instabilités politiques importantes.

Notre système politique est de moins en moins perçu comme un cadre efficace de résolution des conflits socio-politiques et des tensions du pays. Il apparaît affaibli, incapable de produire des décisions légitimes et lisibles. Sur des échelles de 0 à 10 où nous avons demandé aux personnes interrogées d'exprimer ce que leur inspire la politique actuelle du gouvernement, les notes moyennes pour la France sont de 7.5/10 sur l'échelle d'inquiétude, de 7/10 sur celle de la colère et de 6.7/10 sur celle de la confusion. À titre de comparaison, en Allemagne, les notes moyennes sont respectivement de 6.9/10, de 5.8/10 et de 4.6/10.

---

[5] L'enquête *European Social Survey* mesure trois indicateurs de confiance sociale : la confiance dans les autres, le sentiment que la plupart des gens font leur possible pour se conduire correctement et le sentiment que les gens essaient de rendre service aux autres. Dans les données de la vague 11 (2023), la France est systématiquement moins confiante que l'Allemagne, l'Italie ou le Royaume-Uni, sauf pour le second des trois indicateurs.

## Une crise profonde de la confiance dans la politique

En France, seuls 22 % des répondants déclarent avoir confiance dans la politique (contre 78 % qui disent ne pas avoir confiance). Ce niveau extrêmement bas, en baisse de 4 points en une année, confirme que la crise de légitimité touche désormais le politique en tant qu'univers autonome. Il ne s'agit plus seulement du rejet d'un gouvernement ou d'une majorité, mais d'une disqualification plus large de la sphère politique elle-même. La politique apparaît comme un monde distant, fermé sur lui-même, peu connecté aux préoccupations ordinaires des citoyens et incapable de répondre à leurs attentes.

L'évolution des attitudes à l'égard de la politique entre 2022 et 2026 (Tableau 1) met en évidence un approfondissement continu de la défiance et du malaise démocratique en France.

Tableau 1 - L'évolution des attitudes à propos de la politique en France

	V13 (Février 2022)	V14 (Février 2023)	V15 (Février 2024)	V16 (Février 2025)	V17 (Février 2026)
Les hommes et les femmes politiques ne se préoccupent pas de ce que les gens comme vous pensent	77	82	81	83	87
Les hommes et femmes politiques sont plutôt corrompus	65	65	68	74	76
La démocratie ne fonctionne pas très bien en France	57	64	69	71	76
Éprouvent de la méfiance lorsqu'ils pensent à la politique	39	37	37	37	37
Les hommes et les femmes politiques essaient de tenir leurs promesses	31	29(*)	28	24	20
Éprouvent du dégoût lorsqu'ils pensent à la politique	17	19	19	27	26

(\*) vague 13bis, juin 2022

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, 2022-2026 (vague 13 à vague 17)

Ainsi, la proportion de Français estimant que « les hommes et les femmes politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux » passe de 77 % en février 2022 à 87 % en février 2026 : soit dix points de plus en quatre ans seulement. Cette progression traduit un décrochage croissant entre gouvernants et gouvernés et alimente le sentiment d'une démocratie devenue sourde aux attentes sociales. En Roumanie, 83 % des personnes interrogées déclarent que les responsables politiques « ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux », en Italie 73 %, au Royaume-Uni 69 % et en Allemagne 58 %.

Parallèlement, le soupçon de corruption suit une trajectoire analogue : stable à 65 % en 2022 et 2023, il augmente ensuite pour atteindre 76 % en 2026. La forte hausse de ces deux indicateurs indique la consolidation du registre moral de la critique vis-à-vis de la politique, où la mise en cause ne porte plus seulement sur l'inefficacité ou le sentiment d'éloignement du pouvoir, mais sur l'intégrité des responsables publics. La défiance politique s'ancre dans une représentation fortement dégradée de la probité des élites politiques et de leur capacité à s'intéresser aux citoyens.

La part des Français considérant que « la démocratie ne fonctionne pas bien du tout » (la réponse la plus négative à cette question) passe de 18 % en 2022 à 31 % en 2026. La hausse est continue et particulièrement marquée entre 2023 et 2024. Cette évolution suggère que les crises politiques récentes n'ont pas seulement produit des réactions ponctuelles dans l'opinion, mais ont contribué à installer un doute structurel sur la capacité du système politique à répondre efficacement aux problèmes du pays.

La proportion de Français estimant que les responsables politiques *essaient de tenir leurs promesses* recule de 31 % en 2022 à 20 % en 2026. Cette chute de onze points est particulièrement significative : elle indique que le lien de crédibilité et de sincérité entre les élus et leurs citoyens apparaît profondément altéré.

Les indicateurs mesurant les liens affectifs des citoyens au politique confirment cette évolution. Si la « méfiance » déclarée à l'égard de la politique demeure stable à 37 % sur la période, le « dégoût » progresse nettement, passant de 17 % en 2022 à 26 % en 2026. On observe donc un déplacement qualitatif, passant d'une distance critique à une forme d'exaspération et même de rejet.

Tableau 2 - Les attitudes vis-à-vis de la démocratie et du système politique en France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Roumanie

	France	Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Roumanie
Avoir un système politique démocratique est une bonne manière de gouverner le pays	82	76	85	86	86
C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses	76	76	75	62	84
La démocratie ne fonctionne pas bien dans le pays	76	47	59	44	75
Il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique	51	34	40	32	62
En démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité	43	43	44	27	53
Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections est une bonne manière de gouverner le pays	36	40	42	51	63
Que l'armée dirige le pays est une bonne manière de gouverner le pays	20	22	23	30	35

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 17 (2026)

Si les autres pays analysés en comparaison de la France connaissent également des formes d'insatisfaction vis-à-vis de la démocratie et de son fonctionnement (Tableau 2), et que les tentations autoritaires les touchent également et parfois davantage que la France, en France, le système politique et démocratique est perçu comme plus inefficace. On voit même s'y exprimer un sentiment de « honte » : un peu plus de la moitié des personnes interrogées (51 %) déclare qu'il n'y a pas de quoi être « fier de notre système démocratique » : 56 % parmi les moins diplômés, 61 % parmi les commerçants, artisans et chefs d'entreprises, 72 % au sein de l'électorat d'Éric Zemmour, 68 % dans celui de Marine Le Pen et même 37 % dans celui d'Emmanuel Macron.

## Une crise de la capacité de réponse du système politique

Notre hypothèse est que la situation française, par rapport aux autres pays européens, également confrontés aux mêmes crises que la France (Covid, guerre en Ukraine, situation internationale profondément anxiogène) relève d'une crise de la capacité du système politique à répondre aux demandes des citoyens. Ce déficit de capacité entretient la défiance et alimente une perception du politique comme un univers qui s'est autonomisé et replié sur lui-même, peu empathique et largement indifférent aux réalités sociales auxquelles sont quotidiennement confrontés les Français.

La capacité d'un système politique à répondre aux demandes des citoyens est un point cardinal de la théorie démocratique contemporaine ; elle constitue ce que la science politique appelle la *responsiveness* d'un système politique<sup>6</sup> que l'on peut traduire en français par « réactivité des gouvernants » ou plus précisément encore « réactivité des gouvernants aux préférences des citoyens ». Pour Robert Dahl, cette capacité représente « la réactivité continue du gouvernement aux préférences de ses citoyens, considérés comme politiquement égaux »<sup>7</sup>, une caractéristique fondamentale d'un système démocratique où les politiques publiques doivent refléter les préférences et les attentes des gouvernés.

Dans cette perspective, Leonardo Morlino a défini la *responsiveness* comme « la capacité de satisfaire les gouvernés en exécutant des politiques correspondant à leurs demandes »<sup>8</sup>. Cette capacité constitue une dimension essentielle de la qualité démocratique, au même titre que l'État de droit ou la participation.

Les données de notre enquête montrent clairement des signes inquiétants de rupture sur les maillons centraux de la chaîne de *la réactivité des gouvernants face aux demandes des citoyens* : la prise en compte des préférences citoyennes par les gouvernants<sup>9</sup> (*external efficacy*) et la traduction de ces préférences dans l'action publique sont largement perçues comme défailtantes. C'est l'image d'un système politique français jugé peu réactif qui se dégage de nos données. Notre enquête montre également la montée d'un sentiment de mépris et de non-considération : 89 % des personnes interrogées déclarent que « nous avons besoin d'être mieux pris en considération » par la politique (et 61 % déclarent être « tout à fait d'accord » avec cette opinion).

---

[6] Pour une présentation synthétique du concept et de ses différentes versions, voir : Baum, J. (2020). Responsiveness. In D. Berg-Schlosser, B. Badie, L. Morlino (Eds.) *Responsiveness* (Vol. 3, pp. 900-915). SAGE Publications Ltd, <https://doi.org/10.4135/9781529714333.n57>. Les lignes qui suivent sont basées sur les références citées dans cet article.

[7] Dahl, Robert A. (1971). *Polyarchy: Participation and Opposition*. New Haven: Yale University Press, p. 1.

[8] Morlino, Leonardo (2004). "“Good” and “Bad” Democracies: How to Conduct Research into the Quality of Democracy". *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 20(1), p. 15.

[9] Ce que la sociologie politique appelle « *external efficacy* ». La sociologie politique fait habituellement une distinction entre « efficacité interne » et « efficacité externe » : l'efficacité interne renvoie au sentiment qu'a un individu de posséder la capacité de participer aux processus décisionnels démocratiques, tandis que l'efficacité externe concerne la perception de la volonté des détenteurs du pouvoir de tenir compte de l'opinion des citoyens.

## **De fortes demandes de réformes démocratiques**

Les Français ne disent pas seulement “je n’ai pas confiance” dans la politique et dans la sphère de la politique professionnelle ; ils disent, très concrètement : « mon avis ne compte pas » (17 % seulement se sentent considérés), « les institutions ne traduisent pas mes préférences » (défiance record), et « il faut des dispositifs supplémentaires (participation directe / société civile) pour restaurer la congruence entre demandes et décisions ».

Si beaucoup continuent de juger utile de voter (74 % d’accord), une forte demande d’association directe des citoyens aux grandes décisions (71 % d’accord) et d’association accrue de la société civile (67 %) s’exprime. Si la légitimité démocratique reste un élément très important (82 % considèrent qu’avoir un système politique démocratique est un bon système de gouvernement pour la France), on voit que c’est la “chaîne” classique (élections → représentants → politiques publiques) qui est jugée insuffisamment *responsive*, d’où la demande de canaux démocratiques correctifs.

Non seulement la participation de la société civile aux grandes décisions est très soutenue, mais également la démocratie directe : 79 % des Français souhaitent un recours plus fréquent au référendum pour décider de certaines lois ou politiques publiques importantes et que les propositions issues d’une convention citoyenne soient ensuite soumises à un référendum. Ces pourcentages très élevés montrent que ces demandes de davantage de démocratie participative et directe traversent de nombreuses couches de la société française : 75 % des cadres supérieurs et 81 % des ouvriers soutiennent la possibilité d’un recours plus fréquent au référendum, 89 % parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, 88 % parmi ceux de Marine Le Pen et 68 % parmi ceux d’Emmanuel Macron. Le recours au référendum pour trancher les propositions issues des conventions citoyennes est également fortement soutenu parmi de nombreuses couches de la population.

On voit donc bien que si d’importantes tensions s’expriment sur la démocratie en France (près du tiers des personnes interrogées soutiennent qu’un bon gouvernement pour le pays pourrait être *un homme fort qui n’a pas à se préoccuper des élections et du Parlement*, 20 % pensent que l’armée devrait diriger le pays), c’est bien davantage une crise de la capacité du système à répondre aux demandes des citoyens et à co-construire ces réponses avec la société civile et les citoyens dont il est question.

## **L'inquiétante montée de la « défiance totale »**

La perception, très ancrée en France, d'un système politique vécu comme un « corps étranger » à la société et peu enclin à traiter les demandes des citoyens et s'y adapter, se traduit par une défiance politique qui n'épargne que peu de responsables politiques, hormis les élus locaux et notamment les maires (60 % de confiance). C'est une défiance profonde devenue structurelle qui nous autorise à évoquer une « défiance politique totale ». Il ne s'agit pas seulement d'un manque de confiance ponctuel envers une institution particulière, mais d'une accumulation de jugements négatifs qui finit par dessiner un rapport globalement très distancié à l'égard de la sphère politique.

Lors de la vague précédente du Baromètre, réalisée un an plus tôt, ce phénomène apparaissait déjà nettement. En ne retenant que les réponses indiquant « pas du tout confiance », 15 % des Français déclaraient au moins 15 fois sur 19 ne pas avoir confiance dans les institutions politiques. Lorsque l'on élargissait l'indicateur en incluant à la fois les réponses « pas du tout confiance » et « plutôt pas confiance », l'ampleur de la défiance devenait encore plus manifeste : la moyenne atteignait près de 12 réponses de défiance et la médiane près de 13. Autrement dit, la moitié des personnes interrogées déclaraient au moins 13 fois sur 19 ne pas faire confiance aux acteurs ou aux institutions politiques.

Les résultats de la vague 17 confirment et prolongent cette tendance. Le Baromètre comporte désormais 21 mesures de confiance portant sur différentes institutions et organisations politiques. Si l'on considère uniquement les réponses « pas du tout confiance », la moyenne s'établit à 6 et la médiane à 4 : la moitié des personnes interrogées déclarent donc au moins quatre fois sur 21 ne pas avoir « du tout confiance » dans les institutions ou les rôles politiques. Par ailleurs, 15 % des répondants expriment au moins 14 fois sur 21 une absence totale de confiance.

L'ampleur de la défiance apparaît très impressionnante lorsque l'on additionne les réponses « pas du tout confiance » et « plutôt pas confiance ». Dans ce cas, la moyenne dépasse 13 réponses et la médiane approche 15. Autrement dit, la moitié des Français déclarent au moins 15 fois sur 21 ne pas faire confiance aux acteurs ou aux institutions politiques. Ce résultat souligne l'existence d'un niveau très élevé de défiance généralisée, qui ne se limite pas à quelques institutions mais concerne une large partie de l'univers politique et institutionnel.

Une telle accumulation de jugements négatifs suggère que la crise de confiance observée en France renvoie moins à des critiques ponctuelles qu'à une critique plus profonde sur la capacité du système politique à répondre aux attentes des citoyens. En ce sens, ces résultats renvoient directement à la question de la *responsiveness* des institutions démocratiques, c'est-à-dire à la perception qu'ont les citoyens de la capacité des gouvernants à entendre et à traduire leurs préférences dans l'action publique.

Bien sûr d'importantes variations autour de la moyenne s'expriment et que cette « défiance totale » s'exprime davantage parmi les catégories sociales les plus défavorisées : employés et ouvriers, catégories les moins fortement dotées en capital culturel, électors du RN et de la FI. Nos données rejoignent pleinement les conclusions du sociologue Alexis Spire lorsqu'il analyse la « défiance d'État ». L'État, nous dit-il, « ne répond plus aux attentes de la population, notamment au sein des groupes sociaux défavorisés : ils font l'expérience de promesses non tenues et ils accumulent déceptions et désillusions. Leur ressentiment à l'égard des institutions est une façon de se défendre contre cette transformation »<sup>10</sup>.

## **Conclusion : Une expérience désabusée de la délibération parlementaire et des demandes de réformes démocratiques**

La longue délibération budgétaire au Parlement, durant l'automne-hiver 2025/2026, n'a nullement convaincu les Français. Le jugement politique qui s'est formé à propos de cette délibération parlementaire est venu s'inscrire en écho des prédispositions négatives vis-à-vis de la sphère de la politique professionnelle. Jamais la confiance dans l'Assemblée nationale (20 %) n'avait été si basse, tandis que la confiance dans le Sénat est en recul de 6 points pour s'établir à 26 % seulement. 52 % considèrent que l'absence de majorité a affaibli le rôle du parlement et 49 % que cette situation est transitoire, et qu'« il faudrait revenir à un fonctionnement plus clair avec une majorité nette à l'Assemblée nationale après la prochaine présidentielle ». 58 % pensent qu'il faudrait changer de constitution ou de régime politique. Là encore les variations sociales et politiques sont fortes sur ces questions. Mais mises bout à bout, ces données traduisent clairement que notre démocratie française est en souffrance, que de nombreux segments de l'électorat attendent des réformes et souhaitent avant tout que le système politique soit plus ouvert, plus inclusif et plus transparent. Comme une autre étude récente, consacrée au civisme et à l'engagement politique, elle a montré<sup>11</sup> que le problème de notre démocratie n'est pas l'apathie citoyenne mais plutôt le fonctionnement du système politique.

---

[10] [https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/06/alexis-spire-sociologue-dans-les-classes-populaires-et-moyennes-la-croyance-en-la-capacite-de-l-etat-a-les-protéger-est-en-train-de-vaciller\\_6669726\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/06/alexis-spire-sociologue-dans-les-classes-populaires-et-moyennes-la-croyance-en-la-capacite-de-l-etat-a-les-protéger-est-en-train-de-vaciller_6669726_3232.html). Voir également : Alexis Spire. *Légitime défiance : Les gouvernés contre l'État*. Paris, PUF, 2026. Notons que dans nos données ce sont les institutions politiques (hormis les maires) qui font l'objet de la plus forte défiance et non les institutions publiques ou services publics qui incarnent la protection (police, armée, gendarmerie) ou le soin (hôpitaux).

[11] Démocratie : les nouveaux chemins du civisme. Institut Montaigne, Janvier 2026. <https://www.institutmontaigne.org/publications/democratie-les-nouveaux-chemins-du-civisme>

Les niveaux particulièrement élevés de défiance politique observés en France dans le Baromètre peuvent être interprétés à la lumière du concept de *responsiveness*, c'est-à-dire de la capacité perçue du système politique à répondre aux préférences et aux attentes des citoyens. Dans la théorie démocratique classique, notamment chez Robert A. Dahl, la légitimité des gouvernements repose largement sur cette réactivité du système politique aux demandes sociales. Or, les résultats du Baromètre suggèrent qu'une part croissante des citoyens estime que ce mécanisme fonctionne aujourd'hui très imparfaitement et même très mal. La défiance ne vise pas seulement les responsables politiques ou les gouvernements en place, mais plus largement le fonctionnement même de la démocratie représentative, perçue comme distante des préoccupations ordinaires et dominée par une classe politique professionnelle qui s'est coupée de son pays.

Les données du Baromètre suggèrent toutefois que les citoyens continuent d'adhérer fortement à l'idéal démocratique selon lequel les gouvernants devraient être à l'écoute de la société. Les attentes exprimées en faveur d'un recours accru aux référendums, aux conventions citoyennes ou à d'autres formes de participation directe témoignent moins d'un rejet de la démocratie représentative que de la recherche de mécanismes susceptibles d'en corriger les limites perçues. La crise de confiance observée en France apparaît ainsi comme l'expression d'une tension entre la persistance d'un idéal démocratique de *responsiveness* et la perception d'institutions jugées insuffisamment capables d'y répondre<sup>12</sup>. Dans cette perspective, les demandes de réformes institutionnelles sont clairement des signaux envoyés par les citoyens pour réinventer le lien entre gouvernés et gouvernants et restaurer la capacité du système politique à traduire les attentes.

La crise de confiance qui traverse aujourd'hui la démocratie française tient peut-être précisément à cette tension : les citoyens continuent d'attendre une démocratie réactive à leurs préférences, alors même que le fonctionnement réel des institutions apparaît de plus en plus éloigné de cet idéal. Si cette tension n'est pas traitée à court terme, notre démocratie pourrait bien passer de souffrante à plus gravement malade.

---

[12] Ce diagnostic entre en dialogue avec la critique formulée par Christopher H. Achen et Larry M. Bartels dans *Democracy for Realists*, où les auteurs remettent en cause ce qu'ils appellent la « folk theory of democracy ». Selon cette représentation largement partagée, les citoyens formeraient des préférences politiques cohérentes qu'ils exprimeraient lors des élections afin de contraindre les gouvernants à s'y conformer. Les analyses empiriques montrent cependant que le comportement politique des électeurs est souvent moins structuré par des préférences programmatiques stables que par des identités partisans, des appartenances sociales ou des réactions conjoncturelles aux événements politiques et économiques. Dans ces conditions, les élections ne garantissent pas nécessairement une correspondance étroite entre les préférences de l'opinion publique et les décisions publiques. Voir : Christopher H. Achen, Larry M. Bartels *Democracy for Realists: Why Elections Do Not Produce Responsive Government*. Princeton, Princeton University Press, 2017.